

## Note des Associations & Chambres de Commerce

Port-au-Prince, le 14 Avril 2021

Les associations patronales du secteur privé condamnent avec virulence les actes criminels de ces derniers mois et particulièrement, l'hécatombe en vies humaines dont les nombreux assassinats, attaques armées et enlèvements de membres de la société civile.

Force est de constater que malgré les appels répétitifs pour le rétablissement de l'État de droit et la sauvegarde de la vie humaine, les autorités semblent dans l'incapacité d'assurer ces droits fondamentaux qui sont la sécurité et la vie.

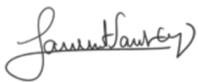
Le secteur privé constate qu'en dépit de tous ses efforts pour continuer à fonctionner, créer des emplois et générer des revenus fiscaux, il est arrivé aujourd'hui à un niveau de saturation sans précédent. Nous faisons face à une vague de kidnappings et d'insécurité devant laquelle nous sommes impuissants, étant à la merci de bandits sans scrupules qui font la loi et dictent la vie nationale. Personne n'est à l'abri, personne ne bénéficie d'aucune protection des autorités. Où qu'il soit et quoi qu'il fasse, chaque citoyen est une cible.

La Police Nationale d'Haïti fait son travail avec des moyens trop faibles pour lui permettre de nous assurer un minimum de sécurité. Il est temps que les responsables de l'institution policière se mettent à l'écoute des experts et des expériences passées en matière de lutte contre la criminalité.

Les solutions existent. Il est impératif que les autorités concernées prennent les mesures adéquates afin d'éradiquer la vague de criminalité à laquelle le pays est confronté depuis trop longtemps et à côté de laquelle aucune activité durable ne peut cohabiter.

Le secteur privé s'unit pour exiger des autorités publiques concernées qu'elles prennent leurs responsabilités une fois pour toutes en faisant ce qui est nécessaire afin de permettre à la population de vivre une réalité dont seront exclus l'insécurité, le crime et le kidnapping.

C'est pourquoi les associations patronales du secteur privé ont décidé de soutenir et d'encourager les entreprises à observer une journée de fermeture ce jeudi 15 avril, en signe de solidarité avec les victimes de ces actes crapuleux et leurs familles.



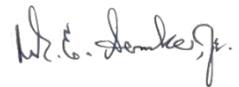
Laurent Saint-Cyr  
Président CCIO.



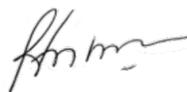
Christelle Vaval  
Vice-Présidente AmCham Haïti



Geoffrey Handal  
Président CFHCI



Wilhelm Lemke  
Président ADIH



Raina Forbin  
Présidente ATH



Michelle Mourra  
Présidente CCHCI



Carl Frédéric Behrmann  
Président AAIVM